REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANCAISE

ISSN: 2551-895X

RESEARCH ARTICLE

Impact de la liberalisation commerciale sur les recettes fiscales en CEDEAO

AUTHORS

Mamadou Laye Ndoye

ILMIN LIBRARY • ACADEMIC FREE ACCESS

https://ilminlibrary.com

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2024, Vol. 9, N°2

Association Internationale
des Economistes de Langue Française

avec la collaboration de

UNIVERSITÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DE GESTION DE POZNAŃ

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań

UNIVERSIDAD BERNARDO O'HIGGINS

L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France
Alastaire ALINSATO, Bénin
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban
Camille BAULANT, Professeur (R.I.P.) †
Francis BISMANS, France, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Ewa FRĄCKIEWICZ, Pologne
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali
Laura MARCU, Roumanie
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie
Boniface MBIH, France
Mbodja MOUGOUE, Professeur (R.I.P.) †
Francisco OCARANZA, Chili
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Carlos QUENAN, France
Marek RATAJCZAK, Pologne
Alain REDSLOB, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Alain SAFA, France
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie
Abdou THIAO, Sénégal
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright 2024 by the Authors

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr



ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE 2024, VOL. 9, N°2

https://doi.org/10.18559/RIELF.2024.2.2031

Liberalisation commerciale et mobilisation des recettes fiscales dans les pays de la CEDEAO

Trade liberalisation and tax revenue mobilisation in ECOWAS countries

Mamadou Laye NDOYE[1]
Université Cheikh Anta Diop (UCAD), Sénégal
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG)
mamadoul.ndoye@ucad.edu.sn
https://orcid.org/0000-0003-2852-2065

Abstract

Purpose: The purpose of this article is to analyse the impact of trade liberalisation on tax revenues in the countries of the Economic Community of West African States (ECOWAS).

Design/methodology/approach: The econometric analysis is based on panel data estimated using the fixed effects method and covers the period from 1990 to 2016.

Findings: The findings show that the effect of trade liberalisation on tax revenues is sensitive to the measure used. Trade liberalisation measured by average tariff rates has a positive and significant effect on total tax revenue and domestic tax revenue, while a negative and statistically significant relationship is found between tariff reductions and tax revenue from international transactions. Furthermore, when trade liberalisation is captured by the degree of trade openness, the effect is positive and significant for all categories of tax revenue.

Originality/value: It is in the interest of the governments of the various countries in the zone to promote lower tariffs and greater openness to international trade in order to increase the mobilisation of tax revenues. However, this trade liberalisation must be accompanied by appropriate macroeconomic policies to guarantee a stable economic environment and good governance to ensure the credibility of the policies implemented.

Keywords: tax revenues, trade liberalisation, panel data, ECOWAS.

[1] BP : 5683 Dakar-Fann, Sénégal.

Résumé

Objectif : L'objectif de cet article est d'analyser l'effet de la libéralisation commerciale sur les recettes fiscales des pays de la Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Conception/méthodologie/approche : L'analyse économétrique s'est faite sur des données de panel estimée par la méthode à effets fixes et couvre la période 1990–2016.

Résultats : Les résultats révèlent que l'effet de la libéralisation des échanges commerciaux sur les recettes fiscales est sensible à l'indicateur de mesure utilisé. La libéralisation commerciale, lorsqu'elle est mesurée par les taux tarifaires moyens, influence positivement et significativement les recettes fiscales totales et les recettes fiscales domestiques tandis qu'une relation négative et statistiquement significative est trouvée entre baisse des tarifs et recettes fiscales issues des transactions internationales. Par ailleurs, lorsque la libéralisation commerciale est captée par le degré d'ouverture commerciale, l'effet est positif et significatif pour toutes les catégories de recettes fiscales.

Originalité/valeur : Les gouvernements des différents pays de la zone ont intérêt à encourager la baisse des tarifs douaniers et l'ouverture au commerce international afin de renforcer la mobilisation des recettes fiscales. Toutefois, cette libéralisation commerciale doit s'accompagner d'une politique macroéconomique appropriée permettant de garantir un environnement économique stable et d'une bonne gouvernance pour assurer la crédibilité de la politique mise en œuvre.

Mots-clés : recettes fiscales, libéralisation commerciale, données de panel, CEDEAO.

JEL classification : C23, F13, H2, N77.

Introduction

Ces dernières décennies, le monde a été témoin d'une prolifération d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux. Les pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ne sont pas restés en marge de cet élan mondial. Ils ont mis en place des politiques de libéralisation commerciale afin d'accroitre leur compétitivité et donc favoriser leur insertion dans l'économie mondiale. Parmi ces politiques, nous pouvons citer le tarif extérieur commun (TEC) adopté le 1er janvier 2015 et devant régir les échanges extérieurs des pays de la région ; la conclusion des accords de partenariat économique UE-CEDEAO et récemment la participation au projet de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), entrée dans sa phase opérationnelle depuis l'année 2021.

Ces réformes libérales présentent des avantages pour les pays en augmentant le choix et le bien être des consommateurs (Gnangnon, 2017), la croissance économique (Gnangnon, 2018 ; Wacziarg & Welch, 2008) et l'efficacité dans l'allocation des ressources (Moore et al., 2018). Toutefois, parallèlement, de telles réformes

inciteront les pays de la zone à ouvrir leurs marchés et à renoncer à d'importantes recettes douanières. Or, ces recettes constituent une source importante de revenus pour les États concernés (Ndoye, 2021). Elles représentent environ, un quart des recettes fiscales totales des pays à faible revenu (Keen & Baunsgaard, 2010) et plus de 20% des recettes fiscales des pays de la CEDEAO (MD, 2014). Par conséquent, il s'avère intéressant de s'interroger sur l'effet que peut avoir cette libéralisation commerciale sur les recettes fiscales des pays de la CEDEAO. Autrement dit, la baisse ou la suppression des droits et taxes à l'importation conduit-elle à une réduction des recettes fiscales des pays de la zone ?

L'impact de la libéralisation commerciale sur les recettes fiscales a été peu exploré et les quelques travaux qui se sont intéressés à cette problématique peuvent être divisés en deux groupes selon les conclusions auxquelles ils sont parvenus. Il y a d'une part les études qui ont trouvé une évidence empirique qui confirme, soit un lien négatif entre libéralisation des échanges et recettes fiscales (Adam et al., 2001 ; Keen & Baunsgaard, 2010 ; Khattry & Rao, 2002), soit une corrélation positive (Brun et al., 2015 ; Nwosa et al., 2012 ; Thomas & Trevino, 2013). D'autre part, il y a les travaux qui arrivent à des résultats contradictoires. Ces derniers concluent que l'absence de consensus est due à la diversité des méthodes économétriques et des indicateurs utilisés pour appréhender la libéralisation commerciale (Agbeyegbe et al., 2004 ; Crivelli & Gupta, 2014 ; Ebrill et al., 1999 ; Longoni, 2009 ; Pupongsak, 2009). Cependant, aucune de ces études n'a spécifiquement porté sur l'ensemble des pays de la CEDEAO en utilisant une technique d'estimation par les données de panel. Cette recherche veut combler cette lacune en analysant l'effet de la libéralisation commerciale sur les recettes fiscales totales des pays de la CEDEAO et ses différentes composantes (recettes fiscales domestiques et recettes de porte). En effet, il est important d'anticiper le choc fiscal induit par la libéralisation commerciale afin de prendre les mesures nécessaires, car, les recettes fiscales de ces pays sont étroitement liées aux recettes sur le commerce extérieur (Mansour, 2014).

La suite de cet article est orientée autour des points suivants : la section 1 présente la revue de littérature ; la section 2 présente la méthodologie et les données et la section 3 fournit les résultats de nos estimations.

1. Revue de littérature

Plusieurs études portant sur l'impact fiscal des réformes tarifaires ont conduit à la conclusion que la libéralisation du commerce extérieur entraine une réduction des recettes fiscales (Farhadian-Lorie & Katz, 1989 ; Karingi & Mevel, 2012 ; Keen & Baunsgaard, 2010). L'effet négatif de la baisse des tarifs sur les recettes fiscales

est confirmé par Rao (1999). Même constat pour Khattry et Rao (2002) qui ont examiné la question sur 80 pays (pays en développement et pays développés) durant la période 1970–1998. À travers un modèle à effets fixes, ils ont trouvé que la libéralisation commerciale est corrélée négativement aux recettes fiscales totales et de porte dans les pays en développement. Cette situation est due à la baisse des tarifs douaniers cumulée, à l'incapacité des gouvernements à mobiliser des recettes de fiscalité intérieure. Gautier (2002) trouve que suite à l'abaissement des tarifs douaniers, 16 des 18 pays de son échantillon ont subi une baisse à la fois des droits et taxes à l'importation et de leur pression fiscale (recettes fiscales/PIB) sur la période 1980–1995. Seuls deux pays (Kenya et Ghana) ont réussi à augmenter leur taux de pression fiscale.

La Commission économique pour l'Afrique (UNECA, 2004) a également étudié l'impact fiscal de la libéralisation du commerce pour les pays africains. L'étude a été faite sur tous les pays d'Afrique à l'exception de l'Érythrée, du Libéria, de la Libye, de la RDC et de la Somalie sur la période 1980–2002. En appliquant la méthode des moments généralisés d'Arellano et Bond, ils révèlent que la libéralisation commerciale est une source potentielle d'instabilité fiscale pour les pays africains. L'étude conclut toutefois que la baisse des recettes tarifaires peut être compensée par une augmentation des recettes provenant des taxes domestiques. En étudiant le cas du Niger, Zafar (2005) trouve que les réductions tarifaires au cours des années 1980 et 1990 ont eu un effet négatif sur les recettes fiscales de porte. Toutefois, l'augmentation du volume des importations a permis de compenser partiellement les pertes de recettes douanières.

Keen et Baunsgaard (2010), en se servant d'un panel de 125 pays sur la période 1975–2000, montrent que la baisse des taxes sur les importations se traduit par une diminution significative des recettes fiscales dont l'enjeu est faible pour les pays riches et élevés pour les pays pauvres. Les auteurs arrivent à montrer que pour chaque euro perdu, les pays à revenu moyen arrivent à récupérer de 40 à 60 centimes, en augmentant les impôts domestiques alors que les pays pauvres n'y parviennent pas ou récupèrent au mieux 30 centimes. Karingi et Mevel (2012) estiment que la création d'une union douanière continentale, en sus de la ZLECAf, pourrait augmenter les échanges de l'Afrique subsaharienne avec le reste du monde de 4% en cinq ans. Cependant, il est peu probable que ces avantages potentiels soient uniformes, car l'activité se déplacera vers les parties du continent où les coûts sont plus faibles. Les auteurs trouvent aussi que, l'élimination des droits de douane entraînera des pertes de recettes tarifaires importantes pour les États à un moment où ils ont besoin de renforcer leur position budgétaire, d'où la nécessité de faire davantage de progrès en matière de recouvrement des recettes intérieures.

Des auteurs ont par ailleurs montré que l'effet net de la libéralisation sur les recettes fiscales dépend d'une multitude de faits, entre autres, la nature progressive ou rapide de la libéralisation (Ebrill et al., 1999 ; Fukasaku, 2003), les indicateurs

utilisés pour appréhender la libéralisation commerciale ou la méthodologie utilisée (Agbeyegbe et al., 2004 ; Pupongsak, 2009). Agbeyegbe et al. (2004), en menant une étude sur un échantillon de vingt-deux pays d'Afrique subsaharienne couvrant la période 1980–1996 ont capté la libéralisation commerciale à travers deux indicateurs, le degré d'ouverture commerciale et le tarif collecté. Avec un modèle dynamique, estimé par la Méthode des moments généralisés (GMM), les auteurs ont constaté que la relation entre libéralisation commerciale, les recettes fiscales et ses différentes composantes est sensible à l'indicateur utilisé. En effet, lorsque la libéralisation commerciale est captée par le tarif collecté, elle influence positivement et significativement les recettes fiscales totales et domestiques, tandis qu'un lien négatif et significatif est trouvé entre libéralisation commerciale et recettes de porte. Par ailleurs, lorsque la libéralisation est appréhendée par le degré d'ouverture commerciale, elle affecte positivement et significativement toutes les catégories de recettes fiscales. Pupongsak (2009) a mesuré la libéralisation commerciale à travers trois indicateurs : le degré d'ouverture commerciale, les taux tarifaires moyens et le nombre d'accords de libre-échange. S'appuyant sur un modèle à effets fixes, il trouve que l'ouverture commerciale agit positivement et significativement sur toutes les composantes de recettes fiscales de 30 pays à faible revenu. Un lien négatif et significatif est trouvé entre les taux tarifaires moyens et les recettes fiscales extérieures. De même, toutes les catégories de recettes fiscales sont reliées négativement à une hausse du nombre d'accords de libre-échange.

Quelques auteurs ont pu trouver un lien positif et significatif entre libéralisation commerciale et recettes fiscales. Immurana et al. (2013) se sont intéressés à l'économie ghanéenne en utilisant les mêmes indicateurs de libéralisation qu'Agbeyegbe et al. (2004). Les résultats ont montré que les deux indicateurs de libéralisation utilisés affectent positivement les recettes fiscales totales aussi bien dans le court que dans le long terme. Les auteurs concluent que la forte élasticité-prix de la demande d'importation au Ghana est à l'origine de l'effet positif de la libéralisation commerciale sur les recettes fiscales totales à court terme. Cette forte élasticité, complétée par des réformes fiscales, a permis de maintenir cet effet positif à long terme. Nwosa et al. (2012) ont examiné l'effet de la libéralisation commerciale sur les recettes commerciales au Nigéria. Ils ont trouvé que la libéralisation commerciale influence positivement les recettes sur le commerce international.

L'analyse des travaux antérieurs a permis de rendre compte de la complexité qui sous-tend la relation entre libéralisation commerciale et recette fiscale. Les études précédentes montrent que, toute politique de libéralisation des échanges a un effet sur les recettes fiscales des pays en développement. Toutefois, l'ampleur de l'effet qui peut être positif ou négatif dépend de plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer la structure initiale des tarifs douaniers dans chaque pays, les indicateurs retenus pour mesurer la libéralisation commerciale, les méthodes économétriques utilisées, les réformes fiscales mises en œuvre dans le pays.

2. Méthodologie

Pour apprécier l'effet de la libéralisation commerciale sur les recettes fiscales des pays de la CEDEAO, nous utilisons l'économétrie des données de panel qui tient compte des différences individuelles et/ou temporelles inobservées (Baltagi, 2013).

2.1. Spécification du modèle et technique d'estimation

En se référant aux travaux d'Agbeyegbe et al. (2004) et de Pupongsak (2009), la spécification de notre modèle empirique se présente comme suit :

$$Y_{it} = \alpha + \sum \beta' X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

où i = 1, …, 13 représente les pays de la CEDEAO à l'exception de la Guinée-Bissau et du Libéria et t = 1, …, 26 désigne la dimension temporelle de l'étude (1990–2016) ; Y_{it} est la variable endogène (recettes fiscales totales/PIB) observée pour le pays i à la période t ; α est un terme constant ; X désigne le vecteur des variables explicatives ; β représente l'ensemble des coefficients des différentes variables explicatives ; ε_{it} est le terme d'erreur.

Dans un premier temps, une régression linéaire simple avec les moindres carrés ordinaires (MCO) est effectuée avec l'équation (1) sans prendre en compte la nature particulière des données ni celle des termes d'erreurs. Ce modèle estime un terme constant commun à tous les pays de l'échantillon, correspondant aux niveaux moyens de notre variable dépendante. On estime donc à travers ce modèle les coefficients d'une seule et même droite pour tous les pays et pour toutes les périodes, ignorant ainsi les spécificités individuelles. Les résultats de cette régression (annexe 1) peuvent être interprétés comme les effets à long terme de nos variables explicatives. Il convient de souligner le risque d'effectuer une régression linéaire simple avec des données en panel.

Pour tenir compte effectivement de la dimension panel de nos données, la première étape consiste à vérifier la spécification homogène ou hétérogène du processus générateur des données. Sur le plan économétrique, cela revient à tester l'égalité des coefficients du modèle étudié dans la dimension individuelle tandis que sur le plan économique, cela revient à déterminer si le modèle théorique étudié est parfaitement identique pour tous les pays ou au contraire, s'il existe des spécificités propres à chaque pays.

Les résultats de ces tests nous amènent à retenir un modèle hétérogène où la seule source d'hétérogénéité provient des constantes. Autrement dit, le modèle à estimer ne diffère par individu que par la valeur de la constante (voir tableau 1).

Tableau 1. Résultats des tests de spécification

Test	Statistique calculée	Probabilité	Résultat
F1	5,835	0,0000	On rejette H_0^1 au seuil de 5%
F2	1,264	0,1941	On ne rejette pas H_0^2 au seuil de 5%
F3	3,592	0,0004	On rejette H_0^3 au seuil de 5%

Source : élaboration propre.

La présence des effets individuels étant confirmée, il convient à présent de déterminer comment ces effets sont modélisés. Deux cas se présentent : les modèles à effets fixes et les modèles à effets aléatoires. Dans le premier cas, l'hétérogénéité individuelle prend la forme de paramètres à estimer tandis que dans le second cas, l'hétérogénéité individuelle est considérée comme aléatoire, et fait partie du terme d'erreur. Pour choisir entre ces deux modèles, nous avons procédé à l'estimation du modèle à effets fixes. La statistique de Fisher calculée confirme l'hétérogénéité des individus sous la forme d'un effet fixe puisque la *p*-value associée au test est inférieure au seuil de 5%. Ensuite, la statistique de Breusch Pagan obtenue après estimation du modèle à effets aléatoires indique une *p*-value inférieure à 5% attestant aussi de la significativité des effets aléatoires. Enfin, nous avons effectué le test de Hausman afin de choisir la meilleure spécification entre le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires.

Le test de Hausman réfute l'hypothèse d'absence de corrélation entre le terme aléatoire et les variables explicatives du modèle, car la *p*-value associée au test vaut 0,0017 et donc, inférieure à 5%. Les estimateurs du modèle à effets aléatoires sont biaisés, il est donc préférable de retenir ceux du modèle à effets fixes qui sont sans biais (annexe 2). Le modèle final à estimer peut s'écrire comme suit :

$$TPF_{it} = \alpha_i + \beta_1\, tarif_moyen_{it} + \beta_2\, ouvcom_{it} + \beta_k X_{kit} + \varepsilon_{it} \qquad (2)$$

où TPF_{it} est le ratio recettes fiscales totales au PIB du pays *i* à l'année *t* ; *tarif_moyen* capte le premier indicateur de libéralisation commerciale ; *ouvcom* est le second indicateur de libéralisation commerciale ; *X* est le vecteur des autres variables explicatives ; α_i représente l'hétérogénéité individuelle, c'est-à-dire les effets individuels variant en fonction du pays, et fixe dans le temps. ε_{it} est le terme d'erreur.

Pour mieux appréhender l'effet de la libéralisation commerciale sur les composantes des recettes fiscales, nous allons également tester l'effet sur les recettes fiscales domestiques et sur les recettes fiscales de porte. La spécification des modèles se présente comme suit :

$$TPFI_{it} = \alpha_i + \beta_1\, tarif_moyen_{it} + \beta_2\, ouvcom_{it} + \beta_k X_{it} + \varepsilon_{it} \qquad (3)$$

$$TPFE_{it} = \alpha_i + \beta_1\, tarif_moyen_{it} + \beta_2\, ouvcom_{it} + \beta_k X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4)$$

où *TPFI* et *TPFE* désignent les ratios respectifs des recettes fiscales domestiques et des recettes fiscales de porte au PIB.

2.2. Présentation des variables du modèle

Le taux de pression fiscale (recettes fiscales/PIB) est retenu pour capter la performance fiscale d'un pays (Agbeyegbe et al., 2004 ; Khattry & Rao, 2002 ; Longoni, 2009 ; Ndoye, 2021). Au sein de la CEDEAO, il y'a un critère de convergence qui stipule que le taux de pression fiscale doit être supérieur ou égal à 20%. Nous cherchons donc à voir si un abaissement des tarifs douaniers peut contrarier l'atteinte de cet objectif. En outre, les recettes fiscales sont décomposées en recettes fiscales de porte et en recettes fiscales domestiques pour mieux capter l'effet de la libéralisation commerciale sur chacune des deux composantes des recettes fiscales.

Les variables d'intérêt sont les indicateurs de mesure de la libéralisation commerciale. En effet, le taux effectif d'imposition commerciale (recettes provenant des tarifs douaniers externes sur la valeur des importations et des exportations), le tarif collecté (ratio taxes à l'importation à la valeur des importations), le degré d'ouverture commerciale (ratio exportations et importations au PIB), les taux tarifaires moyens pondérés et le nombre d'accords de libre-échange sont les principaux indicateurs de libéralisation commerciale utilisés dans la littérature empirique (Agbeyegbe et al., 2004 ; Khattry et Rao, 2002 ; Longoni, 2009 ; Pupongsak, 2009). Nous retenons ici les tarifs moyens pondérés (*tarif_moyen*) et le degré d'ouverture commerciale (ouvcom) comme indicateurs de libéralisation commerciale. Le tarif moyen pondéré est la moyenne des taux tarifaires effectivement appliqués, pondérés par les parts des importations de produits correspondant à chaque pays partenaire. Notre choix est porté sur cet indicateur pour tenir compte des importations réellement taxables, pour une estimation plus précise des pertes de recettes fiscales. Une baisse des tarifs indique une faible taxation des importations et donc, une plus grande libéralisation des échanges commerciaux. Toutefois, du fait de la suppression ou de la baisse des tarifs, nous formulons l'hypothèse que la libéralisation commerciale affectera négativement les recettes sur le commerce international et positivement les recettes de fiscalité intérieure. Par contre, son impact sur les recettes fiscales globales peut être positif ou négatif. En ce qui concerne l'ouverture commerciale, il ressort des travaux précédents qu'un plus grand degré d'ouverture de l'économie conduit à un accroissement des transactions commerciales avec l'extérieur. Or, les revenus issus des échanges internationaux constituent une assiette facilement taxable (Agbeyegbe et al., 2004 ; Diarra, 2012 ; Pupongsak, 2009). Une telle constatation nous amène ainsi à formuler l'hypothèse que la libéralisation

commerciale à travers l'indicateur (*ouvcom*) améliore l'efficacité de la collecte des recettes fiscales.

Le premier groupe de variables de contrôle inclut les variables susceptibles de capter la structure économique des pays. Elles sont considérées comme les déterminants traditionnels des recettes fiscales. Il s'agit d'une part du niveau de développement économique appréhendé par le revenu réel par habitant (PIB/tête). En effet, on suppose que plus le niveau de développement d'un pays est avancé, plus sa capacité à mobiliser des ressources est forte (Brun et al., 2008). Ainsi, de nombreux travaux ont conclu à un impact positif du revenu réel par habitant sur les recettes fiscales (Agbeyegbe et al., 2004 ; Attila et al., 2009 ; Longoni, 2009) et peu d'études empiriques ont trouvé une relation négative (Gupta et al., 2003 ; Morissey et al., 2006). D'autre part, il y a les parts sectorielles dans le produit. Il s'agit en général de la part de l'agriculture, de l'industrie et/ou des services dans le PIB. La plupart des analyses dégagent une relation négative entre recettes fiscales et part de l'agriculture dans l'économie (Brun et al., 2008 ; Morissey et al., 2006 ; Mutascu & Danuletiu, 2013). Ces auteurs estiment que, les activités agricoles se déroulent le plus souvent en milieu rural et en majorité dans l'informel et sont difficiles à imposer. D'autres études ont également utilisé la part de l'industrie et/ou des services dans le PIB et les résultats ne sont pas concordants, même si un effet positif semble dominé (Mutascu & Danuletiu, 2013).

Le second groupe de variables de contrôle couvre des variables de politique macroéconomique. Il s'agit du taux de change effectif réel, du service de la dette publique et de l'inflation. Une appréciation ou une dépréciation du taux de change effectif réel conduit à une augmentation ou une diminution du volume des importations, ce qui affecterait directement la base taxable. Plusieurs auteurs à l'instar d'Ebrill et al. (1999) et Agbeyegbe et al. (2004) ont introduit cette variable dans leur modèle. Ils concluent qu'une dépréciation du taux de change réel engendre des effets positifs sur les recettes fiscales grâce à l'augmentation des recettes de TVA. Pour la dette publique, les auteurs soulignent que son remboursement et son service doivent nécessiter un effort fiscal plus élevé pour les gouvernements (Brun et al., 2008). Le service de la dette est retenu pour capter l'effet de la dette publique. L'inflation est considérée dans plusieurs travaux comme une variable macroéconomique qui exerce un effet négatif sur la mobilisation des recettes fiscales (Agbeyegbe et al., 2004). Ce dernier considère qu'un fort taux d'inflation exerce un effet négatif et significatif sur les recettes fiscales. Ces constatations diffèrent cependant de celles de Pupongsak (2009) et de Diarra (2012) qui ont trouvé une corrélation positive.

La troisième catégorie de variables de contrôle capte l'effet du financement extérieur. Brun et al. (2008) montrent que l'effet négatif de l'aide sur les recettes fiscales apparait de manière systématique dans presque toutes les études. Mais pour Immurana et al. (2013), la relation entre l'aide extérieure et les recettes fiscales est

ambiguë. L'impact négatif ou positif de l'aide extérieure sur les recettes fiscales dépend de la nature de l'aide.

Le dernier groupe de variables de contrôle appréhende les effets de la qualité des institutions. En effet, la qualité des institutions a un impact direct sur la performance fiscale d'un pays (Attila et al., 2009). Dans les pays en développement, les niveaux de corruption élevés, l'instabilité politique et l'inefficacité des institutions en charge de la collecte des impôts sont à l'origine de la difficulté de l'évaluation et de la perception de l'impôt. Dès lors, nous anticipons une relation positive entre recettes fiscales et institutions efficaces.

2.3. Sources des données et analyse statistique

Les données relatives aux recettes fiscales et au taux de change effectif réel sont extraites de la base de données sur les recettes fiscales en Afrique subsaharienne[2]. Les recettes fiscales domestiques sont constituées des impôts sur le revenu, des impôts sur les sociétés et des impôts et taxes sur les biens et services (TVA et droits d'accises). Les recettes fiscales de porte désignent les droits et taxes à l'importation et à l'exportation. Cette catégorie d'impôt ne comprend pas les recettes de TVA et droits d'accises collectées à la frontière, sur les importations puisque celles-ci sont considérées comme des impôts sur la consommation et donc sont intégrées dans les recettes fiscales domestiques. Les recettes fiscales totales sont égales à la somme des recettes fiscales domestiques, des recettes de porte et des taxes sur les ressources naturelles. Le PIB par tête, les importations, les exportations, l'inflation, le service de la dette publique, l'aide extérieure et les parts sectorielles en pourcentage du produit sont tirés de la base de données de la Banque mondiale (World Development Indicators, 2016). Les variables sur la qualité des institutions retenues sont 03 des 06 indicateurs de gouvernance élaborés par Kaufman et al. (2010). Ces données ne sont disponibles qu'à partir de 1996. Elles proviennent de la base de données Worldwide Governance Indicators et prennent des valeurs comprises entre –2,5 (faible) et 2,5 (bonne) performances en matière de gouvernance. Les variables retenues sont :

- **Government Effectiveness (*goveff*)**: qui reflète la perception de la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et le degré de son indépendance vis-à-vis des pressions politiques, la qualité de la formulation des politiques, leur mise en œuvre et la crédibilité de l'engagement du gouvernement à l'égard de telles politiques.
- **Control of Corruption (*ccorrupt*):** qui reflète la perception de la mesure dans laquelle les biens publics sont utilisés à des fins d'enrichissement personnel.

[2] Décrit en détail dans Mansour (2014).

– **Political of Stability (*pstab*)**: qui reflète la perception de la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé ou renversé par des moyens anticonstitutionnels ou violents, y compris la violence politique et le terrorisme.

Le tableau 2 donne les statistiques descriptives des variables retenues pour nos estimations.

Tableau 2. Statistiques descriptives entre 1990–2016

Variables	Observation	Moyenne	Écart type	Minimum	Maximum
Recettes fiscales totales/PIB	351	14,510	5,234	5,369	39,687
Recettes domestiques/PIB	351	8,193	3,314	2,210	18,752
Recettes tarifaires/PIB	351	3,523	1,704	0,951	10,023
Taux tarifaire moyen pondéré	351	11,916	6,374	5,259	112,570
Ouverture commerciale (X+M)/PIB	351	64,362	19,820	21,124	131,485
Niveau de développement (PIB/POP)	351	713,120	650,386	139,315	3670,429
Valeur ajoutée agricole en % PIB	351	28,726	11,094	8,257	59,866
Valeur ajoutée industrie en % PIB	351	21,877	7,397	4,425	50,819
Inflation	351	8,092	13,430	–35,837	110,946
Taux de change effectif réel	351	0,439	2,760	0,000	30,660
Service dette publique en % PIB	351	1,136	0,925	0,026	6,245
Aide extérieure en % PIB	351	10,648	6,524	0,375	34,305
Efficacité gouvernance	234	–0,706	0,447	–1,553	0,366
Contrôle corruption	234	–0,559	0,520	–1,431	1,143
Stabilité politique	234	–0,423	0,849	–2,400	1,219

Source : élaboration propre à partir des données de FERDI et de la Banque mondiale (World Development Indicators, 2016).

3. Résultats des estimations

Les résultats du tableau 3 révèlent que la libéralisation commerciale à travers l'indicateur des tarifs moyens influence significativement les recettes fiscales totales sauf dans la régression incluant les variables de qualité institutionnelle (voir colonne 4). Le signe négatif indique une relation positive. Autrement dit, une baisse des tarifs appliquée sur les transactions commerciales entraine une hausse des recettes fiscales globales. De manière spécifique, une réduction des tarifs d'un point induit une hausse qui varie entre 0,09 et 0,06 point de recettes fiscales (voir colonne 1 à 3). L'interprétation économique de cet effet positif et significatif peut être appréhendée par le fait que l'effet volume des importations l'a emporté sur la baisse des tarifs douaniers. En effet, l'accroissement des importations induit par la baisse des tarifs a entrainé une hausse de la matière imposable et donc des recettes fiscales. Ce

Tableau 3. Résultats de l'estimation du modèle de recettes fiscales totales en % du PIB

	Recettes totales/PIB [1]	Recettes totales/PIB [2]	Recettes totales/PIB [3]	Recettes totales/PIB [4]
Tarif_moyen	–0,091***	–0,068***	–0,070***	0,018
	(0,000)	(0,009)	(0,007)	(0,847)
Ouverture commerciale	0,073***	0,075***	0,072***	0,057***
	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
Niveau développement	0,002***	0,001***	0,001**	0,002***
	(0,000)	(0,001)	(0,011)	(0,005)
VA agricole % PIB	–0,057	–0,064	–0,072*	–0,013
	(0,140)	(0,107)	(0,072)	(0,770)
VA industrie % PIB	0,089**	0,104***	0,096***	0,116***
	(0,011)	(0,003)	(0,007)	(0,009)
Inflation		–0,035***	–0,037***	–0,034
		(0,009)	(0,007)	(0,243)
Taux de change reel		–0,034	–0,034	–0,009
		(0,607)	(0,611)	(0,983)
Dette publique % PIB		–0,169	–0,098	–0,793***
		(0,395)	(0,630)	(0,002)
Aide extérieure % PIB			0,058	0,102*
			(0,123)	(0,067)
Efficacité gouvernance				2,163*
				(0,064)
Contrôle corruption				–1,439
				(0,218)
Stabilité politique				–0,567
				(0,124)
_cons	9,424***	9,513***	10,842***	8,361***
	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,002)
N	351	351	351	234
R^2 Within	0,271	0,291	0,296	0,217
F-Statistics	24,817	16,927	15,374	4,830
Prob > *F*	0,000	0,000	0,000	0,000
Effets fixes pays	oui	oui	oui	oui

Notes : * $p < 0,1$, ** $p < 0,05$, *** $p < 0,01$.

1. Les probabilités estimées sont entre parenthèses et les notations (***) (**) et (*) indiquent la significativité des variables aux seuils respectifs de 1%, 5% et 10%.

2. Les données relatives à la qualité des institutions (*goveff, ccorrupt et pstab*) ne sont disponibles qu'à partir de 1996 raisons pour laquelle dans la régression incluant ces variables nous avons 234 observations.

Source : élaboration propre.

résultat confirme ceux trouvés dans plusieurs travaux empiriques (Agbeyegbe & al., 2004 ; Immurana et al., 2013 ; Pupongsak, 2009). De plus, la robustesse de ce résultat semble avérée puisqu'en contrôlant l'effet de la libéralisation commerciale sur les recettes fiscales par plusieurs variables et dans diverses spécifications, la relation positive demeure. Le second indicateur de libéralisation à savoir le degré d'ouverture commerciale est relié positivement et significativement aux recettes fiscales totales. Une plus grande ouverture au commerce mondial est favorable aux recettes fiscales des pays de la CEDEAO, quelle que soit la dimension des variables de contrôle. Spécifiquement, une augmentation d'un point du taux d'ouverture commerciale induit une hausse des recettes fiscales totales variant entre 0,07 et 0,05 point. Ce résultat confirme le fait que les recettes issues de l'accroissement des importations et des exportations sont plus faciles à taxer et corrobore les analyses précédentes (Fenochietto & Pessino, 2013).

S'agissant des variables de contrôle, les résultats montrent que la première catégorie de variables, en l'occurrence, les variables qui captent la structure économique des pays affectent différemment les recettes fiscales totales. Le niveau de développement exerce un effet positif et significatif sur les recettes fiscales (colonne 1 à 4). Autrement dit, une élévation du niveau de vie réduit la réticence des contribuables vis-à-vis de l'impôt (Besley & Persson, 2013). Pour les parts sectorielles dans le PIB, les estimations montrent que la présence d'un secteur agricole influence négativement et de manière significative les recettes fiscales (colonne 3) tandis qu'une relation positive et statistiquement significative est trouvée entre recettes fiscales et présence d'un secteur industriel (colonne 1 à 4). Ce dernier qui est considéré comme un secteur à forte valeur ajoutée contribue à l'accroissement des recettes fiscales contrairement au secteur agricole qui est majoritairement informel et donc difficile à imposer. Ces résultats sont en conformité avec ce qui a été trouvé dans la littérature empirique pour les pays en développement (Fenochietto & Pessino, 2013).

Les variables de politique macroéconomique, notamment l'inflation, la dette publique et le taux de change effectif réel exercent un effet négatif sur la mobilisation des recettes fiscales. Les deux premières ont un effet significatif tandis que pour le taux de change réel l'effet est non significatif. Ce résultat montre qu'une hausse du niveau général des prix ainsi qu'un niveau de dette élevé contrarient la mobilisation des recettes fiscales des pays de la CEDEAO.

L'aide extérieure a un effet positif et significatif sur les recettes fiscales (colonne 4). Ce résultat corrobore les travaux de Ouattara (2006) dans le contexte d'un échantillon relativement important de pays bénéficiaires de l'aide au cours de la période 1980–2000. Il contredit toutefois les constatations de Brun et al. (2008) qui ont décelé un effet négatif de l'aide sur la mobilisation des recettes fiscales dans les pays en développement. Dans la zone CEDEAO, l'aide extérieure n'est pas utilisée comme un substitut aux recettes, mais plutôt, comme source de financement complémentaire à la mobilisation des ressources fiscales.

La qualité des institutions à travers l'efficacité de la gouvernance publique influence positivement et significativement les recettes fiscales totales des pays de la zone. Ceci confirme qu'en Afrique de l'Ouest, la crédibilité des gouvernements contribue à l'amélioration de la collecte de recettes fiscales (Attila et al., 2009). Une bonne qualité du service public et de la fonction publique réduit la réticence des contribuables vis-à-vis de l'impôt. Par ailleurs, les variables qui captent la corruption et la stabilité politique exercent un effet non significatif.

Le tableau 4 montre que la libéralisation des échanges commerciaux à travers l'indicateur des tarifs moyens exerce un effet significatif sur les recettes issues du commerce extérieur (colonne 4). Le signe positif des coefficients indique une relation négative. En d'autres termes, une réduction d'un point de pourcentage des tarifs appliqués sur les échanges internationaux conduit à une diminution des recettes sur le commerce international de 0,09 point. Ces résultats sont en adéquation avec notre hypothèse de recherche et corroborent les constatations de plusieurs auteurs (Agbeyegbe et al., 2004 ; Karingi & Mevel, 2012 ; Longoni, 2009 ; Pupongsak, 2009). Toutefois, il faut noter que l'effet significatif n'est observé que dans la régression incluant les variables de qualité institutionnelle. Ce qui confirme le fait qu'il faut des institutions non corrompues et une bonne gouvernance pour contrôler la mise en œuvre de la baisse des tarifs. Le degré d'ouverture commerciale influence positivement et significativement les recettes extérieures (colonnes 2 et 4), coïncidant avec la théorie économique selon laquelle, la libéralisation des échanges conduit les pays à des volumes commerciaux plus élevés et donc entraine une augmentation des recettes de porte.

Concernant les autres variables explicatives, nous observons que celles qui captent la structure économique des pays sont reliées négativement et de manière significative aux recettes sur le commerce extérieur. La relation négative entre le niveau de développement et les recettes de porte indique que les pays de la CEDEAO ont tendance à réduire leur dépendance vis-à-vis des recettes provenant des activités commerciales extérieures au fur et à mesure que le niveau de vie de leurs populations augmente. Même constat pour les variables de politique macroéconomique. Une augmentation de l'inflation et de la dette publique influence négativement la perception des taxes provenant des transactions internationales. Une hausse de l'aide provenant de l'extérieur est aussi défavorable à la mobilisation des recettes fiscales de porte. Les variables de qualité institutionnelle ont un effet non significatif.

Le tableau 5 montre que la libéralisation commerciale influence significativement les recettes fiscales domestiques (colonnes 1, 2 et 3). Par contre, dans la régression incluant les variables institutionnelles (colonne 4), l'effet est non significatif. Le signe négatif des coefficients indique une corrélation positive. Donc dans la zone CEDEAO, une baisse des tarifs appliqués sur les importations stimule la collecte des recettes fiscales domestiques. La relation positive entre l'ouverture et les taxes

Tableau 4. Résultats de l'estimation du modèle de recettes fiscales de porte en % du PIB

	Recettes sur le commerce extérieur/PIB [1]	Recettes sur le commerce extérieur/PIB [2]	Recettes sur le commerce extérieur/PIB [3]	Recettes sur le commerce extérieur/PIB [4]
Tarif_moyen	0,008	0,002	0,004	0,093***
	(0,377)	(0,815)	(0,696)	(0,001)
Ouverture commerciale	0,006	0,007*	0,006	0,009*
	(0,111)	(0,076)	(0,165)	(0,059)
Niveau développement	–0,001***	–0,001***	–0,001***	–0,001***
	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
VA agricole % PIB	–0,065***	–0,062***	–0,058***	–0,049***
	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,001)
VA industrie % PIB	–0,030**	–0,024*	–0,020	–0,013
	(0,018)	(0,062)	(0,126)	(0,331)
Inflation		–0,016***	–0,016***	–0,014
		(0,001)	(0,002)	(0,112)
Taux de change reel		–0,024	–0,024	–0,132
		(0,324)	(0,326)	(0,318)
Dette publique % PIB		–0,075	–0,115	–0,137*
		(0,297)	(0,118)	(0,089)
Aide extérieure % PIB			–0,033**	–0,004
			(0,017)	(0,814)
Efficacité gouvernance				–0,062
				(0,863)
Contrôle corruption				–0,320
				(0,378)
Stabilité politique				–0,169
				(0,141)
_cons	7,490***	7,508***	6,762***	5,510***
	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
N	351	351	351	234
R^2 Within	0,201	0,238	0,251	0,323
F-Statistics	16,713	12,873	12,248	8,295
Prob > *F*	0,000	0,000	0,000	0,000
Effets fixes pays	oui	oui	oui	oui

Notes : * $p < 0,1$, ** $p < 0,05$, *** $p < 0,01$.

1. Les probabilités estimées sont entre parenthèses et les notations (***) (**) et (*) indiquent la significativité des variables aux seuils respectifs de 1%, 5% et 10%.

2. Les données relatives à la qualité des institutions (*goveff, ccorrupt et pstab*) ne sont disponibles qu'à partir de 1996 raisons pour laquelle dans la régression incluant ces variables nous avons 234 observations.

Source : élaboration propre.

Tableau 5. Résultats de l'estimation du modèle de recettes fiscales domestiques en % du PIB

	Recettes domestiques/ PIB [1]	Recettes domestiques/ PIB [2]	Recettes domestiques/ PIB [3]	Recettes domestiques/ PIB [4]
Tarif_moyen	–0,029*	–0,039**	–0,032*	0,018
	(0,080)	(0,026)	(0,051)	(0,847)
Ouverture commerciale	0,073***	0,076***	0,070***	0,057***
	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
Niveau développement	0,003***	0,003***	0,002***	0,002***
	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,005)
VA agricole % PIB	–0,017	–0,029	–0,049*	–0,013
	(0,519)	(0,270)	(0,058)	(0,770)
VA industrie % PIB	0,015	0,025	0,007	0,116***
	(0,525)	(0,281)	(0,757)	(0,009)
Inflation		–0,025***	–0,028***	–0,034
		(0,005)	(0,001)	(0,243)
Taux de change reel		–0,049	–0,048	–0,009
		(0,275)	(0,262)	(0,983)
Dette publique % PIB		–0,114	–0,285**	–0,793***
		(0,394)	(0,030)	(0,002)
Aide extérieure % PIB			0,140***	0,102*
			(0,000)	(0,067)
Efficacité gouvernance				2,163*
				(0,064)
Contrôle corruption				–1,439
				(0,218)
Stabilité politique				–0,567
				(0,124)
_cons	1,380	1,233	4,437***	8,361***
	(0,295)	(0,348)	(0,001)	(0,002)
N	351	351	351	234
R^2 Within	0,464	0,478	0,527	0,217
F-Statistics	57,760	37,768	40,653	4,830
Prob > *F*	0,000	0,000	0,000	0,000

Notes : * $p < 0,1$, ** $p < 0,05$, *** $p < 0,01$.

1. Les probabilités estimées sont entre parenthèses et les notations (***) (**) et (*) indiquent la significativité des variables aux seuils respectifs de 1%, 5% et 10%.

2. Les données relatives à la qualité des institutions (*goveff, ccorrupt et pstab*) ne sont disponibles qu'à partir de 1996 raisons pour laquelle dans la régression incluant ces variables nous avons 234 observations.

Source : élaboration propre.

domestiques souligne également que l'ouverture contribue à l'accroissement de la perception des impôts domestiques. En effet, une plus grande ouverture au commerce mondial accroit les flux de biens et de services à l'intérieur des pays, stimule les bénéfices des entreprises locales et donc augmente la base taxable.

Les autres variables explicatives en l'occurrence le niveau de développement, la part de l'industrie dans le PIB, l'aide extérieure et l'efficacité de la gouvernance publique agissent positivement et significativement sur la mobilisation des recettes fiscales domestiques. Par contre, la présence d'un secteur agricole, un niveau d'inflation élevé et une dette publique élevée décourage la collecte de recettes domestiques.

Conclusion et recommandations

L'objectif de cette recherche a été d'analyser les effets de la libéralisation commerciale sur la mobilisation des recettes fiscales des pays de la CEDEAO. Nous avons fait usage d'une méthodologie basée sur un modèle à effets fixes appliqué sur des données de panel. Les résultats révèlent que l'effet de la libéralisation des échanges commerciaux sur les recettes fiscales est sensible à l'indicateur de mesure utilisé. La libéralisation commerciale, lorsqu'elle est mesurée par les taux tarifaires moyens, influence positivement et significativement les recettes fiscales totales et les recettes fiscales domestiques tandis qu'une relation négative et statistiquement significative est trouvée entre baisse des tarifs et recettes fiscales issues des transactions internationales. Par ailleurs, lorsqu'elle est captée par le degré d'ouverture commerciale, l'effet est positif et significatif pour toutes les catégories de recettes fiscales. Ces constatations sont largement en conformité avec ce qui a été trouvé dans la littérature (Agbeyegbe et al., 2004 ; Fenochietto & Pessino, 2013 ; Pupongsak, 2009).

Au regard de ces constats, force est d'admettre que le choc fiscal induit par la libéralisation commerciale ne constitue pas le cataclysme décrié par certains bien vrai que l'effet ne doit pas être ignoré. Dans la zone CEDEAO, une réduction des tarifs appliqués sur les importations et une plus grande ouverture au commerce mondial stimulent la mobilisation des recettes fiscales domestiques et des recettes fiscales globales. Dès lors, nous postulons l'idée que des réformes allant dans le sens de la libéralisation commerciale semblent profiter plus aux pays de la CEDEAO que des politiques visant à protéger leurs économies. Les gouvernements de la zone ont intérêt à encourager et à amorcer des politiques de libéralisation commerciale afin d'améliorer l'efficacité de la collecte des recettes fiscales.

Pour profiter pleinement du processus de libéralisation et de l'ouverture commerciale, l'étude suggère que les autorités étatiques prennent des mesures visant à mettre en place une fiscalité axée plus sur l'économie intérieure. Ils doivent accélérer le processus de transition fiscale afin de substituer les recettes douanières en

baisse à des recettes de fiscalité intérieure. Cette transition fiscale doit être mise en œuvre de concert avec une politique macroéconomique appropriée permettant de garantir un environnement économique stable. Les gouvernements doivent mettre l'accent sur la réduction du taux d'inflation et du niveau de la dette publique afin de préserver le rendement de la mobilisation des recettes fiscales domestiques. Ils doivent également veiller à ce que les activités dans le secteur de l'industrie progressent plus rapidement que dans le secteur agricole. Et parallèlement à la stabilité des conditions macroéconomiques, la crédibilité de la politique mise en œuvre par les gouvernements et leurs capacités à tenir les décisions prises pourrait jouer un rôle important dans la mobilisation des recettes fiscales.

Acknowledgments : Cet article a été financé par le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) dans le cadre de son programme de rédaction de propositions de recherche.

Annexes

Annexe 1. Résultat de la régression par les MCO

```
. reg tpf ttm ouvcom ndev vaagri vaindus inf sd tcer apd goveff ccorrupt pstab
```

Source	SS	df	MS	Number of obs =	234
				F(12, 221) =	28.93
Model	3320.41539	12	276.701283	Prob > F =	0.0000
Residual	2114.11229	221	9.56611895	R-squared =	0.6110
				Adj R-squared =	0.5899
Total	5434.52768	233	23.3241531	Root MSE =	3.0929

tpf	Coef.	Std. Err.	t	P>|t|	[95% Conf.	Interval]
ttm	.2778458	.0951599	2.92	0.004	.0903088	.4653827
ouvcom	.0443518	.0118565	3.74	0.000	.0209854	.0677181
ndev	.0041385	.0004131	10.02	0.000	.0033243	.0049527
vaagri	.0353919	.0289055	1.22	0.222	-.0215738	.0923576
vaindus	.2664949	.0402477	6.62	0.000	.1871765	.3458134
inf	-.1030586	.0342381	-3.01	0.003	-.1705335	-.0355837
sd	-.4334439	.2952465	-1.47	0.144	-1.015303	.1484149
tcer	-1.197881	.4857254	-2.47	0.014	-2.155127	-.2406342
apd	.0147745	.0534776	0.28	0.783	-.0906167	.1201658
goveff	3.23692	1.043607	3.10	0.002	1.180224	5.293616
ccorrupt	-3.162579	.9997675	-3.16	0.002	-5.132877	-1.192281
pstab	-.767141	.4101966	-1.87	0.063	-1.575538	.0412564
_cons	.3954532	1.928527	0.21	0.838	-3.405204	4.196111

Source : élaboration propre à partir de Stata-15.

Annexe 2. Choix entre le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires

```
. xttest0

Breusch and Pagan Lagrangian multiplier test for random effects

        tpf[pays,t] = Xb + u[pays] + e[pays,t]

        Estimated results:
                         |       Var      sd = sqrt(Var)
                ---------+------------------------------
                     tpf |    27.39994        5.234495
                       e |    6.790755        2.605908
                       u |    6.491348        2.547812

        Test:   Var(u) = 0
                                 chibar2(01) =   762.48
                              Prob > chibar2 =   0.0000
```

Test de Hausman pour discriminer les effets fixes et aléatoires

```
. hausman fe re

                 ---- Coefficients ----
                |      (b)          (B)            (b-B)     sqrt(diag(V_b-V_B))
                |       fe           re         Difference          S.E.
----------------+----------------------------------------------------------------
            ttm |  -.0909909    -.0843392       -.0066517                .
         ouvcom |   .0726279     .0702098        .0024181         .001129
           ndev |   .0016487     .0019498       -.0003012        .0000915
         vaagri |  -.0568149    -.0406014       -.0162135        .0143175
        vaindus |   .0892371      .119552       -.0303149         .008672
----------------------------------------------------------------------------
                           b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtreg
            B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtreg

    Test:  Ho:  difference in coefficients not systematic

                  chi2(5) = (b-B)'[(V_b-V_B)^(-1)](b-B)
                          =       19.23
                Prob>chi2 =      0.0017
                (V_b-V_B is not positive definite)
```

Source : élaboration propre à partir de Stata-15.

References

Adam, C., Bevan, D., & Chambas, G. (2001). Exchange rate regimes and revenue performance in sub-Saharan Africa. *Journal of Development Economics*, *64*, 173–213.

Agbeyegbe, T., Stotsky J., & Woldemariam, A. (2004). *Trade liberalization, exchange rate changes and tax revenue in sub-Saharan Africa*. IMF Working Paper, 04/l78. https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2004/wp04178.pdf

Attila, G., Chambas, G., & Combes, J. L. (2009). Corruption et mobilisation des recettes publiques: Une analyse économétrique. *Recherches Économiques de Louvain*, *75*(2), 229–268. https://doi.org/10.3917/rel.752.0229

Baltagi, B. H. (2013). *Econometric analysis of panel data* (5th ed.). Springer.

Besley, T., & Persson, T. (2013). *Taxation and development*. CEPR Discussion Paper, DP9307. https://ssrn.com/abstract=2210278

Brun, J. F., Chambas G., & Guerineau, S. (2008). *Aide et mobilisation fiscale dans les pays en développement*. Working Papers, 200812. https://EconPapers.repec.org/RePEc:hal:wpaper:halshs-00556804

Brun, J. F., Chambas, G., & Mansour, M. (2015). Tax effort of developing countries: An alternative measure. In M. Boussichas & P. Guillaumont (Eds.), *Financing sustainable development addressing vulnerabilities* (pp. 205–216). Economica.

Crivelli, E., & Gupta, S. (2014). Resource blessing, revenue curse? Domestic revenue effort in resource-rich countries. *European Journal of Political Economy*, *35*, 88–101.

Diarra, S. (2012). Chocs et mobilisation des recettes publiques dans les pays en développement [doctoral dissertation]. Université d'Auvergne – Clermont-Ferrand I. https://theses.hal.science/tel-00777227v1/document

Ebrill, L., Stotsky, J., & Gropp, R. (1999). *Revenue implications of trade liberalization*. IMF Occasional Paper, 99/80. https://doi.org/10.5089/9781557758132.084

Farhadian-Lorie, Z., & Katz, M. (1989). Fiscal dimensions of trades policy. In M. I. Blejeer & K. Y. Chu (Eds.), *Fiscal policy, stabilization and growth in developing countries* (pp. 276–306). International Monetary Fund.

Fenochietto, R., & Pessino, C. (2013). *Understanding countries' tax effort*. IMF Working Paper, 13/244. https://ssrn.com/abstract=2376661

Fukasaku, K. (2003). *Fiscal impact of trade liberalization: A review of recent country experiences in Africa*. UNECA.

Gautier, J. F. (2002). *Taxation optimale et réformes fiscales dans les PED: Une revue de la littérature*. Document de Travail DIAL, 2001–2002. https://dial.ird.fr/wp-content/uploads/2021/12/2001-02.pdf

Gnangnon, S. K. (2017). Multilateral trade liberalization and government revenue. *Journal of Economic Integration*, *32*(3), 586–614. http://www.jstor.org/stable/44324471

Gnangnon, S. K. (2018). Multilateral trade liberalization and economic growth. *Journal of Economic Integration*, *33*(2), 1261–1301. http://www.jstor.org/stable/26431808

Gupta, S., Clements B., Pivovarsky, A., & Tiongson, E. R. (2003). *Foreign aid and revenue response: Does the composition of aid matter?* IMF Working Paper, 3/176. https://doi.org/10.5089/9781451858839.001

Immurana, M., Rahman, A. M. A., & Iddrisu, A. A. (2013). The impact of trade liberalization on tax revenue in Ghana: A co-integration analysis. *Journal of Africa Development and Resources Research Institute*, *3*(3), 1–19.

Karingi, S., & Mevel, S. (2012). *Deepening regional integration in Africa: A computable general equilibrium assessment of the establishment of a continental free trade area followed by a continental customs union*. Conference Papers, 332288. Purdue University.

Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2010). *The Worldwide Governance Indicators: Methodology and analytical issues*. Policy Research Working Paper, 5430. https://ssrn.com/abstract=1682130

Keen, M., & Baunsgaard, T. (2010). Tax revenue and (or?) trade liberalization. *Journal of Public Economics*, *94*(9–10), 563–577.

Khattry, B., & Rao, J. M. (2002). Fiscal faux pas? An analysis of the revenue implications of trade liberalization. *World Development*, *30*(8),1431–1444). https://doi.org/10.1016/S0305-750X(02)00043-8

Longoni, E. (2009). *Trade liberalization and trade tax revenues in African countries*. Working Paper Series, 158. https://EconPapers.repec.org/RePEc:mib:wpaper:158

Mansour, M. (2014). *A tax revenue dataset for sub-Saharan Africa: 1980–2010*. IMF Working Paper, 119. https://hdl.handle.net/10419/269280

Moore, M., Prichard, W., & Fjeldstad, O. H. (2018). *Taxing Africa: Coercion, reform and development*. Zed Books Ltd. https://doi.org/10.5040/9781350222861

Morrisey, O., Islei, O., & M'amanja, D. (2006, 16–17 juin). *Aid loans versus aid grants: Are the fiscal effects different?* WIDER Conference on Aid: Principles, Policies and Performance. Helsinki, Finland.

Mutascu, M., & Danuletiu, D. (2013). The literacy impact on tax revenues. *Economics Discussion Papers*, 2013–63.

Ndoye, M. L. (2021). *Trade liberalization and tax revenue mobilization in ECOWAS countries*. AERC Research Paper, 425.

Nwosa, P. I., Saibu, M. O., & Fakunle, O. O. (2012, fall). The effect of trade liberalization on trade tax revenue in Nigeria. *African Economic and Business Review*, *10*(2).

OMD (Organisation Mondiale des Douanes). (2014). Étude *visant à déterminer le pourcentage des recettes nationales constitué par les droits de douanes*. https://www.wcoomd.org/-/media/wco/public/fr/pdf/topics/nomenclature/overview/surveys/duties-revenues/dutysurveyhsc52_dec2013frreved.pdf

Ouattara, B. (2006). Foreign aid and government fiscal behaviour in developing countries: Panel data evidence. *Economic Modelling*, *23*(3), 506–514.

Pupongsak, S. (2009). *The effect of trade liberalization on taxation and government revenue* [doctoral dissertation]. University of Birmingham Research Archive.

Rao, J. M. (1999). Globalization and the fiscal autonomy of the state. *Human Development Report Background Papers*, 1, 1–67. https://doi.org/10.2139/ssrn.333746

Thomas, A., & Trevino, J. P. (2013). *Resource dependence and fiscal effort in sub-Saharan Africa*. IMF Working Paper, 13/188. https://ssrn.com/abstract=2331323

UNECA. (2004). *Economic report on Africa 2004*. United Nations Economic Commission for Africa. https://archive.uneca.org/publications/economic-report-africa-2004

Wacziarg, R., & Welch, K. (2008). Trade liberalisation and growth: New evidence. World Bank, *Economic Review*, *22*(2), 187–231.

World Development Indicators. (2016). *DataBank*. https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators

Zafar, A. (2005). *Revenue and the fiscal impact of trade liberalization: The case of Niger*. World Bank Policy Research Working Paper, *3005*. https://ssrn.com/abstract=654563